Construire une société sans chômage et pour changer le travail

par Jacques Nikonoff *

Les logiques et les raisonnements qui inspirent la politique de l'emploi menée en France par tous les gouvernements successifs doivent être totalement inversés. Même avec un gouvernement de gauche, les politiques de l'emploi s'inspirent toujours globalement de la théorie néoclassique libérale. Cette dernière considère que si les offres et les demandes de travail ne s'ajustent pas, c'est qu'il existerait des « imperfections » sur le marché : capacité de négociation du salariat, fixation de salaires minimum, existence d'allocations de chômage.

Cette théorie considère que les ménages – supposés « rationnels » – arbitrent entre travail et loisir compte tenu du niveau du salaire. Ainsi, le seul chômage qui puisse exister pour la théorie néoclassique, serait un chômage « volontaire ». Si les chômeurs acceptaient des salaires moindres, ils seraient embauchés. Le chômage serait donc provoqué par les chômeurs eux-mêmes qui ne voudraient pas travailler et qui arbitreraient en faveur des « loisirs », ainsi que par les salariés qui ne voudraient pas réduire leurs salaires afin de permettre aux chômeurs d'être embauchés.

C'est à partir de cette théorie qu'il faut comprendre le fait que le niveau du chômage est considéré comme étant « volontaire » et que, par conséquent, il serait justifié de faire baisser les salaires, les allocations chômages et sociales pour faire travailler tout le monde. La « refondation sociale » engagée par le MEDEF repose directement sur cette théorie.

Le PCF demande fermement au gouvernement de renoncer aux dogmes issus de la théorie économique libérale, utilisés depuis plus de vingt ans par les politiques macro-économiques et celles de l'emploi.

Combattre l'obsession anti-inflationniste et l'idée qu'il existerait un « taux naturel de chômage »

La pensée économique reste aujourd'hui dominée par l'idée qu'il existerait un « taux naturel de chômage » sous lequel il ne faudrait pas descendre sous peine de relancer l'inflation. Alors que cette théorie est démentie par les faits, elle s'est imposée comme un mode de régulation favorisant les marchés financiers au détriment des salaires et de l'emploi. Le PCF demande au gouvernement de manifester des signes visibles et puissants de critique de cette théorie. Selon cette théorie, le maintien d'un niveau élevé de chômage serait le prix à payer pour éviter le retour de l'inflation. Ce concept a été élaboré en 1968 par les économistes américains Milton Friedman et Edmund Phelps sous l'appellation de Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment (NAIRU), c'est-à-dire le « Taux de chômage qui n'accélère pas l'inflation ».

Pour le NAIRU, si le chômage est trop faible, l'inflation va s'accélérer au point de ne plus pouvoir être maîtrisée. Les politiques publiques, notamment les politiques monétaires et budgétaires, doivent donc maintenir un certain niveau de chômage – en agissant notamment sur la hausse des taux d'intérêt – pour ne pas réveiller les démons inflationnistes. Le chômage est ainsi devenu la « variable d'ajustement ». C'est la raison pour laquelle les banques centrales répugnent à réduire les taux d'intérêt, craignant de voir se développer la croissance, l'emploi, et donc l'inflation. Telle est l'interprétation qu'il convient de donner à la hausse répétée des taux décidée par la Banque centrale européenne et par la Réserve fédérale américaine.

Ce n'est pas un hasard si le concept de NAIRU est apparu en 1969. En effet, un an avant, de puissantes luttes sociales s'étaient développées à l'échelle planétaire mettant en cause le système capitaliste lui-même. Outre le fait que le rapport des forces de l'époque fragilisait l'ordre établi, le partage de la valeur ajoutée était nettement favorable aux salariés. C'est cette menace que les conservateurs

* Membre du Collège exécutif du PCF, responsable de la Commission Travail - Emploi - Chômage (COTEC), J. Nikonoff a mis en discussion le 24 octobre un premier document qui comporte quatre parties : Inverser la politique macro-économique et celle de l'emploi ; Pour financer l'emploi pour tous : création d'un Fonds national d'investissement pour l'emploi (FNIE), décentralisé dans les territoires ; Plus aucun licenciement sans continuité de l'emploi ; Revisiter la réduction du temps de travail. Ne sont donnés ici que quelques éléments de la première partie, le texte complet étant disponible au PCF(tél. 01 40 40 13 12).

Le PCF revisite son projet pour l'emploi

Les membres du Collège exécutif du PCF, réunis le 24 octobre, ont décidé de porter à l'ordre du jour du Conseil national des 9 et 10 juin 2001 (le « Parlement » du Parti), la question du travail, de l'emploi et du chômage. C'est la première fois, dans l'histoire du PCF, que ces problèmes seront abordés lors d'une réunion de ses instances dirigeantes.

L'objectif est de parvenir, à la suite d'un débat entre tous les communistes et non simplement entre les dirigeants ou avec des experts, mais aussi avec la société, à un projet pour supprimer totalement le chômage et changer le travail.

Ce débat sera lancé par une sorte « d'appel à projet ». De puissants moyens seront mobilisés : presse communiste, tracts, affiches, lettres aux fédérations, sections et aux membres du PCF, conférence de presse, courriers adressés aux autres partis, syndicats, associations dont les associations de chômeurs, élus…

Le Parti communiste s'adressera à tous en posant la question suivante : « *Comment pensez-vous qu'il soit possible de construire une société sans chômage et pour changer le travail ?* ». Toutes les contributions seront reçues, jusqu'au 15 janvier 2001, au siège du PCF (PCF – COTEC – 2, place du Colonel Fabien – 75019 Paris) ou sur le site Internet (www.pcf.fr/cotec).

Entre le mois de janvier et le mois de mai, six auditions publiques seront organisées sous la « bulle » du siège du PCF. Les plus grands spécialistes de ces questions seront invités, ainsi que des syndicalistes, des chômeurs, des salariés, des élus, des employeurs. Tous donneront leur avis et feront part de leurs recherches ou de leurs pratiques pour répondre à cette question.

Parallèlement, tous les secteurs de travail du Parti communiste français ont été mobilisés. Car tous les plis de la société sont concernés par le travail, l'emploi et le chômage. Ainsi, par exemple, dans le domaine culturel, le PCF veut approfondir sa connaissance des besoins, la configuration des emplois existants, l'amélioration du système des intermittents du spectacle…

Ces apports, venant de l'extérieur et de l'intérieur du PCF serviront, vers le milieu du mois de janvier, à bâtir un document synthétisant toutes ces contributions. Il sera adressé à tous les communistes et à toutes les organisations qui auront été sollicitées.

Des amendements seront proposés, des débats passionnés et passionnants auront lieu dans les cellules, les collectifs divers, les sections et les fédérations du PCF. Mais aussi, nous l'espérons, dans les usines, les bureaux, les universités, les quartiers et les villages. Tout ce bouillonnement convergera, ensuite, vers le Conseil national des 9 et 10 juin 2001 qui en fera la synthèse.

J. Nikonoff

et les libéraux du monde entier ont cherché à endiguer durant les années 1970, en tentant de reprendre la main sur le plan idéologique. La théorie du NAIRU tombait à pic : elle fut adoubée. Et c'est ainsi que les vagues de licenciements ont débuté, les chocs pétroliers ne fournissant qu'un prétexte commode pour les justifier. Le matraquage idéologique a tellement bien fonctionné, que la nécessité obsessionnelle de la lutte contre l'inflation ne fait même plus débat dans l'espace public. Comme si cette idée allait de soi. Pourtant, le PCF l'affirme, cette idée est loin d'aller de soi. En France le NAIRU existe. Il a même été fixé à 9 % par le ministère des Finances en 1997 (1). On retrouve ce taux de 9 % dans le rapport Charpin sur les retraites pour évaluer le chômage en… 2040 ! En 2000, le NAIRU est évalué à 8 % par Jean-Claude Trichet, le Gouverneur de la Banque de France.

A l'instar de nombreux économistes, le PCF conteste la pertinence de cette notion de « taux naturel de chômage » et demande au gouvernement de chasser le NAIRU de toutes les administrations. N'est-ce pas ce raisonnement qui a conduit le gouvernement à renoncer à créer les 350 000 emplois-jeunes initialement prévus dans les entreprises ? N'est-ce pas ce raisonnement qui a conduit à une loi de réduction du temps de travail peu créatrice d'emplois ? N'est-ce pas le raisonnement qui a conduit à ne pas utiliser les « cagnottes » fiscales au financement de nouveaux emplois ?

Transformer les exonérations de charges sociales patronales en financement direct de l'emploi

Depuis des années, des sommes considérables sont mobilisées par l'État sous forme d'exonérations de cotisations sociales patronales : 74 milliards de francs en 1999 ; 104 milliards en 2000 ; 119 milliards en 2001. Or, les faits démentent totalement l'efficacité de ces mesures comme en témoignent les comparaisons internationales, les simulations macro-économiques effectuées sur des modèles et les évaluations de la politique de l'emploi.

Depuis 1983, la même politique économique a été menée. Dans le même temps, la part des salaires dans la valeur ajoutée est passée de 68,7 % en 1981 à 59 % en 1996. Or, ce déplacement en faveur des profits ne s'est pas traduit par une relance suffisante de l'emploi, contrairement aux postulats de la théorie néoclassique. La poursuite de telles politiques d'allégement des charges, alors que nous en connaissons les limites, ne peut alors relever que d'une volonté délibérée de maintenir le chômage à un niveau élevé.

Le PCF demande par conséquent la transformation des exonérations de charges sociales patronales en financement direct de l'emploi. Les 119 milliards de francs prévus en 2001 permettraient ainsi de financer 595 000 emplois par an (au prix de 200 000 francs, charges sociales incluses).

Elargir notre conception du travail

A chaque période, la façon dont les humains produisent et distribuent les richesses dont ils estiment avoir besoin est une création originale. En ce sens, le travail est toujours l'expression de son époque. Il ne procède

d'aucune loi naturelle. Il est toujours un choix « politique », car on peut décider de ce à quoi il sert, de ses conditions et rémunérations, de sa reconnaissance et de sa symbolique. Il revient toujours à la société et non au marché de décider de ce qu'elle considère comme étant du travail. L'alternative est donc simple : soit le travail et l'emploi ne sont que la résultante aléatoire de la conjoncture économique mondiale ; soit le travail et l'emploi deviennent un construit politique.

C'est la raison pour laquelle le PCF souhaite amplifier le débat sur la notion même de travail, en réhabilitant le travail non-marchand.

Qu'est-ce que le travail ? Il est, avant tout, une activité créatrice de valeur et de richesse qui permet de répondre aux besoins humains. Ces derniers étant évolutifs et infinis, le travail est lui-même évolutif et infini, à moins de croire à la fin du développement humain lui-même. Mais ces besoins ne sauraient être réduits à leur seule dimension économique ou matérielle. Ils incorporent tout ce qui relève du lien social, de la culture, de la vie collective. Ce n'est donc pas le travail qui manque, c'est l'emploi. Ce dernier n'est que l'enveloppe, le cadre – juridique la plupart du temps – dans lequel s'exerce un travail. Un déplacement culturel fondamental doit ainsi s'opérer dans notre conception du travail et de la richesse. Doit être considéré comme étant du travail créateur de richesses tout ce qui contribue à créer de la valeur au sens économique, du bien-être sur le plan individuel, du lien social sur le plan collectif, que ce travail producteur de richesses s'exerce dans les secteurs marchand ou non-marchand.

Pourtant, le travail reste encore aujourd'hui vécu comme seule une activité productive d'objets ou de services. Loin d'avoir « disparu », il doit au contraire se libérer et s'élargir à deux nouvelles dimensions : la production de soi-même et la production de société.

Se produire soi-même ? C'est avoir la possibilité permanente, pour chacun, de développer toutes ses potentialités : se former, s'éduquer, se cultiver librement dans une société à la complexité croissante. Produire de la société ? Ce sont des fonctions nouvelles, liées à une étape supérieure de notre organisation démocratique : interface entre les individus et les groupes ou les institutions ; transparence de la vie publique, information et communication ; création de citoyenneté, enquêtes, études, animation de réunions ; développement durable. Telle est l'évolution culturelle fondamentale que veut favoriser le PCF : passer progressivement du travail contraint au travail libre, c'est-à-dire changer le travail. Que produit-on ? Pourquoi ? Dans quelles conditions et avec quelles conséquences sur l'environnement ? Pour quelles consommations ? Telles sont les interrogations philosophiques aujourd'hui placées au cœur de la production des richesses.

Le PCF conteste donc cette vision étroite de la richesse, du travail et de l'emploi, et affirme que le travail n'a pas la vocation à demeurer éternellement une marchandise comme une autre.

Au total, les « effets pervers » provoqués par le chômage concernent autant la consommation que l'investissement ou l'épargne. Ils déséquilibrent les finances publiques et celles des régimes sociaux. Et, surtout, au-delà de la souffrance de millions de personnes, ces « effets pervers » minent la confiance et le moral de toute la société. Toutes les politiques publiques doivent donc se recentrer sur l'essentiel et se déployer au moyen de nouvelles coordinations. n



La refondation sociale du Medef repose sur la théorie néo-classique libérale du « chômage volontaire ».

1. Ministère des Finances, Comptes prévisionnels de la Nation pour 1997, principales hypothèses économiques pour 1998.